

# BURUNDI



# Pas à pas

HEBDO

SPECIAL N°005 & 006  
du 1 au 14 novembre 2006

Bulletin d'information des Institutions

SPECIAL

Sommaire



## Elysée : Rencontre Nkurunziza-Chirac

Les Français et les Burundais « communiennent désormais dans les mêmes valeurs démocratiques de liberté, d'égalité et de fraternité ».



Signature du DCP  
France - Burundi



Mininter : Collaborer  
pour ... Harmonisation



Priorité : Banque de la ZEP



La Chine au secours  
de l'Afrique et du Burundi



La Croix-Rouge Française  
pourrait aider l'Ecole de Buye



"Pas à Pas sur les plages  
du Lac Tanganyika

## Encore ... Des millions d'Euros pour aider le Burundi

**L**e Président de la République du Burundi, S.E. M Pierre NKURUNZIZA, lors de sa visite officielle à Paris en France, a rencontré, le 10 novembre 2006, le Président de la République Française, S.E. M. Jacques Chirac au Palais de l'Elysée. Au cours de leur

Les deux Chefs d'Etat se sont rencontrés au lendemain de la signature du document cadre de partenariat entre la France et le Burundi par la Ministre Burundaise des relations extérieures et de la Coopération Internationale, Mme Antoinette BATUMUBWIRA et le Ministre



**Signature du document cadre de partenariat entre Mme A. BATUMUBWIRA (à gauche) et M. P. DOUSTE-BLAZY**

Photo Willy Nyamitwe

entretien, S.E. M. Jacques Chirac a annoncé à son homologue Burundais qu'il apprécie le bon déroulement du processus de paix au Burundi et l'engagement des autorités démocratiquement élues dans la reconstruction du pays.

Les deux présidents se sont entretenus sur les relations bilatérales entre leurs pays respectifs. « Les relations entre la France et le Burundi sont très bonnes. » a déclaré le Président de la République du Burundi, S.E. M. Pierre NKURUNZIZA. « La coopération franco-burundaise me paraît harmonieuse et concentrée sur des secteurs, en particulier celui de l'éducation, qui sont au centre des problématiques de développement » a confié au Le Renouveau, M. Joël Louvet, Ambassadeur de la France au Burundi.

Français des affaires étrangères, M. Philippe DOUSTE-BLAZY. Dans son toast à l'issue de la signature de ce document-cadre de coopération, M. DOUSTE-BLAZY a déclaré que la présence [du Président de la République du Burundi en France] témoigne de la relation profonde et durable qui unit depuis longtemps les deux pays (la France et le Burundi), y compris dans les périodes les plus difficiles.

C'est, en effet, un montant de 47 millions d'euros qui sont inscrits dans le Document Cadre de Partenariat (DCP). « Ce chiffre est [...] un minimum puisqu'il n'inclut pas les éventuels appuis budgétaires directs » a ajouté l'Ambassadeur de France au Burundi.

L'aide bilatérale de la France a plus que doublé depuis 5 ans avec une concentration particulière dans les domaines clés du processus de transition à travers le

(Suite à la page 3)

## Encore ... Des millions d'Euros pour aider le Burundi (Suite de la page 2)



Le Président Burundais prononce son discours

Photo Willy Nyamitwe

soutien au processus de désarmement et de démobilisation et l'appui à la commission électorale indépendante.

« Le succès de toutes [les] actions de réconciliation nationale, de reconstruction et de développement dépendra d'abord de notre propre effort national et de notre capacité à nous adapter à un monde en continu changement. Mais le concours de nos amis et singulièrement de la FRANCE et de l'ensemble de nos partenaires est aussi indispensable », a déclaré le Président Pierre Nkurunziza dans le toast présenté lors d'un dîner offert en son honneur par le Ministre Philippe DOUSTE-BLAZY, après la signature de ce document-cadre de coopération.

S.E. M. Pierre NKURUNZIZA a exprimé l'espoir de voir la coopération Franco-Burundaise entrer dans une nouvelle dimension pour atteindre un nouveau pallier d'intensité. Cela d'autant plus que, d'après le Président Burundais, « en plus du partage en commun de cette belle langue qu'est le français », les Français et les Burundais «

communient désormais dans les mêmes valeurs démocratiques de liberté, d'égalité et de fraternité ».

La visite officielle du Président de la République du Burundi en France a été l'occasion de « donner un nouvel élan » à la coopération Franco-Burundaise, dans le domaine de la jeunesse et des sports a conclu M. DOUSTE-BLAZY en ajoutant une formule de Mark Twain : "C'est parce qu'ils ne savaient pas que c'était impossible qu'ils l'ont fait" pour mettre l'accent sur le courage que démontre les institutions élues au Burundi à l'exécution de « la tâche la plus exigeante mais aussi la plus passionnante : celle de conduire, en toute souveraineté, le Burundi sur le chemin du développement et de la réconciliation nationale. »

A l'issue de l'entretien entre les deux Présidents, S.E.M.

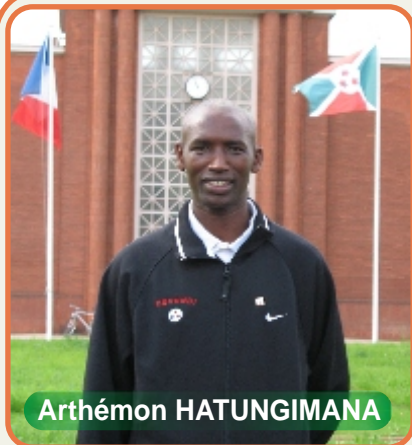


Un verre à l'honneur de la délégation Burundaise

Photo Willy Nyamitwe

Jacques Chirac a invité son homologue Burundais à prendre part au Sommet France-Afrique qui se tiendra en France en février 2007.

- Willy Nyamitwe



Arthémon HATUNGIMANA

**A**u cours de sa visite officielle en France, le Président de la République du Burundi a visité l'Institut National du Sport et d'Education (INSEP), Institut prestigieux de formation à deux missions : Organiser et mettre en œuvre la formation initiale ou continue des sportifs de haut niveau

### “C’est en s’occupant de la jeunesse qu’on prépare l’avenir du pays”

en vue de la réussite de leur projet de vie et contribuer à la formation et l'encadrement des cadres supérieurs du sport. Cet Institut accueille 850 sportifs par an sélectionnés selon leurs talents, qu'ils soient français ou étrangers, dont 450 internes. Il comprend 150 entraîneurs, 100 formateurs et chercheurs, 260 agents, 60 médecins et Kinés, 30 filières d'études et de formation, etc.

En plus de Mme Martine Gustin-FALL, Secrétaire Général de l'INSEP et d'autres hauts cadres, le célèbre athlète Burundais, M. Arthémon HATUNGIMANA, Entraîneur adjoint sur 400m et demi-fond ELITE à l'INSEP, était là pour accueillir le Président de la République du Burundi.

Vice Champion du Monde sur 800m en 1995, Champion d'Afrique aux Jeux Africains 1995 avec 3 participations aux Jeux Olympiques. et 5 Championnats du Monde et Installé en France depuis 15 ans et licencié au PARIS UNIVERSITE CLUB (PUC), M. Arthémon HATUNGIMANA, 33 ans, marié, un enfant, déclare soutenir la détermination du Président de la République du Burundi, “de créer un Institut Régional de Sports au Burundi. “Cela occupera beaucoup de jeunes” a-t-il déclaré. Et “C’est en s’occupant des jeunes qu’on prépare l’avenir du pays” a-t-il conclu.

- Willy Nyamitwe

## « Il faut offrir à notre jeunesse une autre vision du monde que la guerre »



Avec Michel Platini (image d'archive)

Photo d'archive

Dans le cadre d'une visite en France du Président Burundais Pierre NKURUNZIZA, Jacques Auxiette, Président du Conseil Régional des Pays de la Loire, accueillait en effet aujourd'hui 6 novembre 2006, à l'Hôtel de Région, Jean Jacques NYENIMIGABO, Ministre Burundais de la Jeunesse et Sports. La visite du Ministre était consacrée à la politique sportive, notamment en direction des handicapés, aux problèmes de traitement et d'assainissement des eaux et au développement des relations économiques dans le domaine agro-alimentaire. Monsieur NYENIMIGABO a insisté en outre sur son souhait de voir se développer des coopérations en faveur de la jeunesse. Une jeunesse qui représente près de 60% de la population du Burundi et qui a subi durement 12 années de guerre civile.

Jacques Auxiette, Président du Conseil régional des Pays de la Loire a annoncé qu'une mission régionale se rendra au Burundi en février 2007 pour engager des actions de coopération dans ces domaines.

### Une présence aux JO paralympiques de Pékin 2008

Plusieurs personnalités du mouvement sportif (athlètes représentants du STAPS, du CROS, responsables de structures...) étaient rassemblées ce matin à l'Hôtel de Région pour permettre au Ministre d'obtenir des informations sur deux questions en

particulier :

la **préparation d'une équipe paralympique du Burundi** pour les prochains jeux à Pékin en 2008 (choix des disciplines, possibilités d'organiser des stages de formation des encadrants du Burundi en pays de la Loire...).

et la mise en place **d'équipements sportifs synthétiques** dans son pays.

Cette journée a permis de présenter un panorama de la pratique sportive dans les Pays de la Loire et notamment de sa politique volontariste en faveur de l'handisport.

Elle s'est terminée par la visite des équipements du centre de formation du FCNA à la jonelière (44).

Le Burundi envisage par ailleurs de tisser des **liens avec les universités de la région**, notamment sur les formations supérieures en Education Physique et Sportive.

### Une mission régionale au Burundi en février 2007

Jacques Auxiette a annoncé l'organisation d'une mission au Burundi en février prochain avec des représentants ligériens permettant d'aborder les thèmes de réflexion et de coopération retenus avec le Ministre, en plus des aspects sportifs :

la problématique de l'eau, des fleuves, des parcs naturels **ainsi que la protection du Lac Tanganyika**. Rappelant que c'est au Burundi que le Nil prend sa source, Jacques Auxiette a souhaité qu'une réflexion soit engagée en partenariat avec l'institut international fleuves et patrimoine du Val de Loire.

Le Ministre a également exprimé le souhait d'une coopération dans le domaine **agro-alimentaire pour la transformation de certains produits agricoles** (tomates, fruits, café...). A ce titre, il rencontrera plusieurs industriels à La Roche sur Yon.

Le séjour du Ministre de la Jeunesse et des Sports du Burundi en Pays de la Loire s'est poursuivi mardi 7 novembre par la visite de l'usine de traitement des eaux de la Roche sur Yon.

- D'après communiqué émanant du pays de la Loire

## La Croix Rouge française pourrait aider la commune de Buye

**E**n date du 9 novembre 2006, lors de la visite officielle du couple Présidentiel Burundais, la Première Dame de la République du Burundi, S.E. Mme Denise NKURUNZIZA BUCUMI, a rencontré le Président de la Croix Rouge Française, M. Jean-François MATTEI. L'objectif de la visite, comme



Poignet de main entre M. MATTEI et S.E.Mme D. NKURUNZIZA

Photo Willy Nyamitwe

l'a annoncé S.E. Mme Denise NKURUNZIZA, était de demander à la Croix Rouge Française d'aider le Burundi dans le domaine sanitaire, particulièrement en aidant à la réhabilitation de l'Ecole Paramédicale de Buye.

« *Nous sommes ici pour solliciter votre appui* » a déclaré la Première Dame Burundaise, qui était accompagnée du Docteur Girigi Liboire, Directeur de l'Hôpital de Buye et Directeur de l'école paramédicale de Buye et du Docteur Déo Rugemintwaza, Médecin Pédiatre à la Clinique du Tertre Rouge au Mans. « *Nous souhaitons réhabiliter une ancienne école d'infirmière, au Burundi, dans la commune de Buye, en province de Ngozi. Cette commune a été particulièrement touchée par la guerre qui a sévi au Burundi et cette école a été la cible des attaques* » a



Avec le Maire du Mans, M. BOULARD (à gauche)

Photo Willy Nyamitwe

ajouté la Première Dame. « *[Excellence ...] je vous connais dans les œuvres humanitaires en faveur des orphelins et des pauvres* » a reconnu, l'ancien Ministre Français de la Santé et Président de la Croix-Rouge Française, M. MATTEI et d'ajouter que la Croix Rouge Française ne peut fermer l'oreille à cette demande tout en rappelant que « *la Croix Rouge n'est pas un financier et qu'elle ne peut pas financer des projets auxquels elle ne participe pas.* » et de conclure : « *Sur le principe, je considère que [aider à la rénovation de cette école] rentre dans les priorités de la Croix Rouge en Afrique. Il faudra nous soumettre votre projet avant la fin du mois de novembre 2006 pour que nous puissions chercher les financements nécessaires auprès des bailleurs de fonds* ». M. Jean-François MATTEI a ajouté que la Croix Rouge Française ne peut travailler au Burundi (ou dans un pays quelconque) que si elle y est invitée par la communauté nationale et doit œuvrer en étroite collaboration avec la Croix Rouge Burundaise (ou locale), l'Etat et les bailleurs de fonds.



La Première Dame échange le contrat signé avec M.C. LE BARS

Photo Willy Nyamitwe

Début décembre 2006, la Croix Rouge Française prévoit envoyer un délégué à Buye pour une mission de reconnaissance.

Avant de rencontrer le Président de la Croix Rouge Française, S.E. Mme Denise NKURUNZIZA s'était rendue au Mans, une ville située à 200 km de Paris, direction Océan Atlantique. Elle y a rencontré le Maire de cette ville, M. Bouillard accompagné de quelques parlementaires. Elle avait aussi signé, à son arrivée dans la ville du Mans un contrat de jumelage entre la clinique du Tertre Rouge (France) et l'hôpital public de Buye (Burundi).

Ce contrat de jumelage permettra des échanges d'expériences professionnelles médicales et

(Suite à la page 6)

# La Croix Rouge française ... (Suite de la page 5)

paramédicales entre cette clinique et l'hôpital de Buye, cette première ayant une expérience reconnue dans le domaine gynéco obstétrique au sens large, de la néonatalogie, de l'urologie et de la procréation médicalement assistée. "L'hôpital de Buye a largement besoin de cette expertise surtout actuellement où le Gouvernement du Burundi considère le secteur de la santé comme la première priorité", a déclaré à la presse S.E. Mme Denise NKURUNZIZA BUCUMI, après la signature de ce contrat.

La Clinique du Tertre Rouge du Mans aidera aussi dans l'exercice de la médecine au Burundi et l'Enseignement à la Faculté de Médecine de Bujumbura par des professionnels et paramédicaux Français naturellement autorisés. En outre, ce contrat de jumelage permettra des échanges d'expériences techniques dans le domaine biomédical car le matériel médical utilisé au Burundi est celui rencontré sur le marché français, sans oublier que ce jumelage permettra des échanges d'expériences dans le domaine de l'organisation et de la gestion.

Rappelons que, outre la Première Dame du Burundi,

ce jumelage a été co-signé par M. Claude LE BARS, Directeur Général de la Clinique du Tertre Rouge et Docteur Jack MOUCHEL, Gynécologue obstétricien spécialisé en procréation médicalement assistée et Président de la Conférence Médicale d'Etablissement.

Après la Clinique du Tertre Rouge, la Première Dame Burundaise est allée visiter l'Institut de Formation en soins infirmiers de la Croix-Rouge Française, toujours dans la ville du Mans. Cette école dispense une formation préparatoire à l'entrée dans l'institut, une formation continue des infirmières (3 ans), des aides soignantes (1 an), des auxiliaires de puériculture (1 an) et une formation professionnelle d'infirmière de bloc opératoire (IBODE).

Mme Laurence PIRON, Directrice de cette Institut de Formation qui a reçu toute la délégation qui accompagnait la Première Dame du Burundi a annoncé que son Institut pourrait analyser dans quelles conditions et sous quel angle elle pourrait venir en aide à l'école paramédicale de Buye.

- Willy Nyamitwe



Photo Willy Nyamitwe

Mme L. PIRON (au milieu) offrant des jus à ses hôtes



Photo Willy Nyamitwe

M. Girigi échangeant avec Mme L. PIRON



Photo Willy Nyamitwe

Echange de cadeaux entre M. MOUCHEL et la Première Dame



Photo Willy Nyamitwe

Dr. RUGEMINTWAZA expliquant la nécessité d'aider l'école de Buye



Vue d'ensemble des participants à la réunion

**P**lus d'une centaine de médecins Burundais vivent et travaillent en France. Avant de rencontrer la communauté Burundaise vivant en France, le Président de la République du Burundi (de dos et en blanc sur la photo) s'est entretenu avec les médecins Burundais vivant en France. Il leur a rappelé les difficultés dans lesquelles leurs compatriotes vivent, au Burundi, à cause du manque de médecins et de matériel sanitaire et les a encouragés à rentrer pour apporter leur contribution à l'amélioration. Plusieurs médecins Burundais ont alors pris la décision de rentrer au Burundi pour participer au développement du pays. D'autres ont l'exonération du matériel médical qu'ils projettent d'envoyer au Burundi.



Photo Willy Nyamitwe

**C**ette Burundaise (ci-haut) prépare sa thèse en archéologie en France et a toujours demandé aux gouvernements burundais antérieurs la permission de pouvoir faire des recherches archéologiques sur les tombes des rois du Burundi mais elle déclare que ses "multiples lettres sont restées sans réponse". Spontanément, S.E.M. Pierre Nkurunziza lui a dit que son Gouvernement était favorable à de telles recherches. "Viens au Burundi quand tu veux" lui a-t-il dit. C'était lors d'une rencontre du Président de la République du Burundi avec la communauté Burundaise vivant en France, le 11 novembre 2006, à l'hôtel Raphaël (Paris). Ce jour là, les Burundais ont eu l'occasion de poser des questions et d'avoir des éclaircissements sur les questions touchant tous les secteurs de la vie nationale.

- Willy Nyamitwe



Photo Willy Nyamitwe

Vue partielle des participants à la réunion avec le Président de la République

# Signature du Document-Cadre de Partenariat (DCP) entre la France et le Burundi

## Le DCP

### Un nouvel instrument de cadrage pluriannuel

Dans le cadre de la réforme du dispositif français d'aide publique au développement (APD), un **instrument de cadrage pluriannuel** a été créé en juillet 2004 au profit des pays de la Zone de Solidarité Prioritaire (ZSP) : le **document-cadre de partenariat (DCP)**, signé par les deux parties et rendu public, est appelé à jouer un **rôle de levier et de modernisation de l'aide française** :

Par une meilleure **prévisibilité**, en programmant l'aide de la France sur le moyen terme (5 ans) ;

Par une meilleure **appropriation de l'aide par le pays partenaire**, en veillant à la prise en compte de sa stratégie nationale de lutte contre la pauvreté. Le DCP est discuté et négocié au plan bilatéral, illustrant la volonté de mettre en œuvre un véritable partenariat ;

Par une meilleure **efficacité et visibilité** de l'aide française : l'aide est désormais concentrée sur un nombre restreint de secteurs prioritaires choisis parmi les sept secteurs contribuant à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Les secteurs prioritaires ainsi retenus concentrent 80 % des décaissements et des nouveaux engagements au titre de l'aide bilatérale ;

Par une plus grande **cohérence des interventions françaises**, en veillant à la coordination de l'ensemble des acteurs publics de l'aide française (Etat, AFD, collectivités territoriales, organismes de recherche), ainsi que des ONG et des entreprises ;

Par une meilleure **complémentarité** des interventions de la France avec celles de ses partenaires bilatéraux et multilatéraux.

## Le DCP

### France - Burundi

Le DCP signé à Paris le 09 Novembre 2006 par Mme. Antoinette Batumubwira, Ministre burundaise des Affaires étrangères et M. Philippe Douste-Blazy, Ministre français des Affaires Etrangères, **d'un montant total minimum de 47M€** définit les secteurs dans lesquels le partenariat se concentrera sur les cinq prochaines années, et s'accompagne d'une liste des projets qui seront mis en œuvre.

Le **secteur de concentration** retenu, qui relève des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), et qui représentera dans le cas du Burundi environ 30 % de l'aide française sur les cinq ans à venir, est le secteur de l'éducation primaire et secondaire. Les actions de coopération conduites dans ce domaine seront mises en œuvre côté français par l'Agence Française de Développement (AFD), sous la tutelle du Ministère des Affaires étrangères et du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.

Au-delà de ce secteurs de concentration, la France entend poursuivre des **actions dites transversales** dans **les domaines** politiquement prioritaires suivant :

**La consolidation de la gouvernance démocratique** (réforme des finances publiques, professionnalisation des forces de police, appui au processus de décentralisation, formations des cadres de la fonction publique) ;

**La formation des élites** (formation des cadres et renforcement des capacités de l'enseignement supérieur et notamment de l'Université du Burundi) ;

**La promotion de la langue française** (amélioration de la qualité de l'enseignement du français à l'école, renforcement du réseau de lecture publique et des moyens d'accès à internet, promotion de productions audiovisuelles en langue française dans les médias burundais) ;

**La réinstallation socio-économique des sinistrés de toutes natures** (réfugiés, déplacés, démobilisés, vulnérables etc...) par l'intermédiaire du Fonds social de développement.

Ces actions transversales seront mises en œuvre côté français par le Ministère des Affaires étrangères.

*D'après un communiqué résumant les principaux points du document cadre de partenariat (DCP) entre la France et le Burundi envoyé par :*

**Yves Manville, Premier Conseiller  
Ambassade de France à Bujumbura**



# La Chine va augmenter l'aide destinée à l'Afrique

Quarante huit Chefs d'Etat et de Gouvernement Africains dont le Président de la République du Burundi S.E. Pierre NKURUNZIZA se sont réunis du 3 au 5 novembre 2006 à Beijing autour du Président Chinois S.E. HU JITAO pour échanger sur l'état d'avancement de la coopération sino- africaine, vieille de 50 ans.

Au cours de ce sommet, les pays africains et la Chine ont élaboré et adopté un plan d'action de Beijing de coopération de 3 ans sur le plan politique, économique, social et sur le plan de coopération internationale.

Sur le plan politique, les participants à cette rencontre se sont convenus de renforcer les relations sino-africaines en élargissant la coopération entre la Chine au sein des organisations comme l'Union Africaine, les organisations sous régionales, et en faisant des échanges entre le Parlement panafricain et l'Assemblée Populaire Nationale de Chine. Ce renforcement s'opérera aussi à travers le jumelage des villes africaines et chinoises.

Sur le plan économique, la Chine s'est engagée entre autres à soutenir le Fonds de Développement Sino-Africain dont le capital s'élèvera progressivement à 5 milliards de dollars américains. Elle s'est assignée en outre la mission de participer activement dans le programme spécial pour la sécurité alimentaire de la FAO et d'envoyer en Afrique 100 experts supérieurs en Agronomie et créer 10 centres pilotes des technologies agricoles.

Sur le plan social, la Chine va aider les pays africains dans le développement, la revalorisation des ressources humaines, la culture, l'éducation, la santé, l'environnement, le tourisme, la presse. A cet effet, le gouvernement chinois s'est engagé à doubler ses aides en 2009 à l'Afrique par rapport à celles de 2006.

Sur le plan de coopération internationale, la Chine et l'Afrique se sont engagées entre autres à faire une pression sur la communauté internationale pour qu'elle puisse aider les pays en voie de développement dans la lutte contre la pauvreté.

- Pascal Kumbuga

Photo Hafsa Mossi

# Après les Euros ...des Yuans pour le Burundi

**A**près le sommet sino africain tenu du 3 au 5 novembre 2006 à Beijing en Chine, le Chef de l'Etat Burundais S.E. Pierre NKURUNZIZA s'est entretenu le 7 novembre avec son Homologue Chinois S.E. HU JITAO. L'objectif de cette rencontre était d'analyser ensemble l'état des relations entre les deux pays.

Les deux grandes personnalités ont constaté que ces relations sont excellentes et se sont engagées à continuer à les renforcer et à diversifier les domaines de coopération. C'est dans cette optique que la Chine a accordé au Burundi un don de 30 millions de Yuans soit 3.750.000 dollars américains et un crédit sans intérêt de 30 millions de dollars américains en vue de soutenir le Burundi dans son programme de reconstruction, de consolidation de la paix et de réconciliation nationale.

Avant de participer à ce sommet sino africain de Beijing, le Président de la République du Burundi S.E. Pierre NKURUNZIZA a visité du 31 octobre au 2 novembre 2006 la région sud de la Chine et spécialement les villes de Guangzhou et Shenzhen.

Les deux localités sont des villes riches et qui exportent beaucoup des variétés dans le monde. Le

Numéro Un Burundais a alors demandé un partenariat qui viserait à ce que des opérateurs burundais aillent s'approvisionner à Guangzhou et Shenzhen. Dans le domaine de la communication, il a demandé le renforcement des relations entre Huawei, une société qui opère dans le domaine de la télécommunication et les entreprises burundaises opérant dans le même secteur comme Onatel et télécel.

Le Chef de l'Etat Burundais S.E. Pierre NKURUNZIZA a également visité la cité universitaire de Guangzhou, une université qui a une capacité d'accueil de plus de 200.000 étudiants. Il a profité de l'occasion pour exposer le programme du gouvernement burundais dans le secteur de l'enseignement avec la scolarisation gratuite à l'école primaire et le projet de construire cinq universités publiques en plus de celle qui existe déjà.

La fin de la visite du Président NKURUNZIZA au sud de la Chine a été sanctionnée par la signature d'un accord de jumelage respectivement entre la province de Bujumbura et la ville de Shenzhen d'une part, la ville de Guangzhou et la province de Bubanza d'autre part.

- Pascal Kumbuga



Le couple Présidentiel, en visite en chine, entouré d'un groupe culturel

Photo Hafsa Mossi

# Collaborer pour une meilleure harmonisation

**L**e Ministère de l'intérieur et de la sécurité publique a organisé ce 2 novembre 2006, une rencontre avec les gouverneurs de province et les leaders des partis politiques opérationnels sur le territoire du Burundi.

Cette réunion s'inscrit dans le cadre d'échange, de



Photo Willy Nyamitwe

Le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité Publique

collaboration et d'information déjà entamé par ledit ministère.

Dans son mot liminaire, le ministre de l'intérieur et de la sécurité publique, le général de brigade, Evariste Ndayishimiye a d'abord rappelé qu'il s'agit d'une deuxième réunion qu'il organise avec les partis politiques pour leur illustrer que leur apport est inégalable dans la reconstruction de leur pays. Il leur a d'abord précisé les programmes à l'ordre du jour. Il s'agissait d'analyser ensemble la vie des partis politiques face à la vie de tout le pays, le cadre de collaboration entre les partis politiques et l'administration, l'état des partis politiques en ce moment, les problèmes auxquels ils sont confrontés ainsi que les divers.

Pour le ministre de l'intérieur, se conseiller mutuellement, s'informer auprès de la vraie source, tels sont les meilleurs moyens qu'il préconise pour la reconstruction du Burundi. Sur ce, il a indiqué qu'il n'a jamais vu les membres des partis politiques venir le conseiller sur n'importe quel sujet alors que tout le monde est appelé à contribuer pour le développement. « Il est temps qu'on clôture avec ces mauvaises habitudes, éclaire-il, car dans sa politique, le gouvernement actuel souhaite que cela se termine avec

*cette année-ci. »*

En tant que membres des partis politiques, le ministre de l'intérieur a souligné qu'ils doivent afficher un amour patriotique pour leur pays. Il a donné l'exemple des travaux communautaires auxquels il invite toute la population, surtout ceux qui les ignorent encore. Pour ceux qui disent que ces derniers ne concernent que le parti au pouvoir, le général de brigade Ndayishimiye précise qu'ils se trompent : « Ces travaux sont organisés pour l'intérêt de tout un chacun, c'est pour le bien être de toute la population. »

Il est revenu sur le comportement enfantin qui s'observe ces derniers temps chez certains burundais. Ceux-ci considèrent que le Burundi reste dépendant des pays donateurs. « Vous devez savoir que ces pays sont plutôt nos partenaires et partant, avoir la conscience de construire la nation qui reste la vôtre ». Par ailleurs, le Ministre Ndayishimiye a précisé qu'il faut se féliciter plutôt de la situation qui prévaut au Burundi, qu'il faut en être fier et même qu'il vient de recevoir une délégation Tchadienne qui vient voir comment les burundais ont su gérer la période post conflit.

S'agissant des points à l'ordre du jour, les responsables des partis politiques ont soulevé beaucoup de problèmes. Ils ont souligné par exemple que l'exécutif ne facilite pas leur travail de terrain surtout lorsqu'il s'agit des réunions de leurs partis. Ils ont également précisé qu'ils sont confrontés aux problèmes de moyens matériels et financiers. Ils soulignent ici le manque de bureaux, de moyens de déplacement. Comme proposition, ces derniers souhaitent une nette



Vue de quelques présidents de partis politiques

Photo Evelyne Butoyi

collaboration de l'administration dès la base jusqu'au sommet. Ils proposent également que le gouvernement

(Suite à la page 12)

## Collaborer ... (Suite de la page 11)

en place soutienne tous les partis en leur construisant des bureaux, au moins nationaux pour faciliter la collaboration. En outre, ils ont demandé que le Président de la République puisse les rencontrer comme il l'a toujours fait pour les responsables religieux. Ils ont demandé aux ministres de la justice et du commerce de faire de même.



Photo Evelynne Butoyi

Dans les divers, Les leaders des partis politiques ont soulevé la question relative aux présumés putschistes dont le procès est en cours de traitement mais à pas de tortue. Ils ont demandé au gouvernement d'accélérer ce dossier. A ce propos, le ministre de l'intérieur les a rassurés que cette affaire sera vidée avant fin novembre 2006.

Les représentants des partis politiques ont également posé la question inhérente à la loi sur l'immunité provisoire des membres du mouvement PALIPEHUTU-FNL qui n'était pas encore votée au moment de cette réunion. Mais finalement l'inquiétude de ces politiciens a trouvé la solution car cette loi a été votée par les parlementaires le 3 novembre 2006.

Concernant les gouverneurs de provinces, ceux-ci ont reconnu que les leaders des partis politiques sont des hommes respectueux. Ils ont proposé alors qu'ils s'annoncent chaque fois qu'ils arrivent dans leurs circonscriptions. Aussi, ils ont fait remarquer qu'ils doivent informer l'administration sur leurs activités dans une province quelconque pour une meilleure organisation des activités provinciales.

Avant de clôturer la réunion, le ministre de l'intérieur a invité tous les leaders des partis politiques à effectuer beaucoup de visites de terrains pour pouvoir s'enquérir de la situation sur terrain car, a-t-il dit, « vos membres ont besoin de votre assistance. Tout le monde doit collaborer », indique-t-il, « nous devons avoir une seule vision sur toute la vie nationale pour une meilleure harmonisation. Sur ce, acceptons de collaborer. »

- Evelynne BUTOYI

## Burundi Coopération

### Au Sommet du COMESA ...



Photo Willy Nyamtwé

S.E. Marine BARAMPAMA, Deuxième Vice-Président de la République

Il se tient à Djibouti, aux 15 et 16 novembre 2006, le onzième Sommet des Chefs d'Etats et de Gouvernement du « Common Market of Eastern and Southern Africa », COMESA (Marché commun de l'Afrique orientale et australe), auquel le Burundi est représenté par le Deuxième Vice-Président de la République, Madame Marina BARAMPAMA qui a pris l'avion ce dimanche, 12 novembre 2006.

Avant son départ, la deuxième Vice-Présidente BARAMPAMA a déclaré à la presse locale qu'elle plaidera à Djibouti, davantage pour la libre circulation de la population et pour le rapatriement à Bujumbura, de la banque de la Zone d'Echange Préférentielle (ZEP) qui, depuis la crise, travaille à Nairobi au Kenya. Madame BARAMPAMA a expliqué que l'insécurité qui était à la base des tergiversations des responsables de ladite banque quant à son rapatriement, n'est plus un prétexte dans la mesure où le dernier mouvement armé le FNL-Palipehutu a déjà signé les accords de cessez-le feu. L'espoir pointe déjà à l'horizon en ce moment où nous apprenons que le conseil des ministres du Commerce des pays COMESA tenu du 12 au 13 novembre, vient de fixer la dernière date de rapatriement de la banque vers Bujumbura, au mois de mars 2007.

- Ferdinand BARANDEMUYA

## Sénat : création de la Cour anti-corruption

**L**es sénateurs ont adopté, ce vendredi 3 novembre 2006, le projet de loi portant création de la Cour anti-corruption à 76.9 % des présences.

Ledit projet de loi permettra au Gouvernement burundais à prendre des mesures de prévention et de répression de la corruption et des infractions connexes, ce qui traduit la ferme volonté du Gouvernement issu des élections démocratiques de mettre en pratique sa politique qui vise l'assainissement des comptes de l'Etat et parvenir à l'amélioration de la situation financière du pays.

Lors de l'exposé des motifs, le Ministre de la Justice et Garde des Sceaux, Mme Clotilde Niragira qui avait représenté le Gouvernement pour répondre aux diverses questions des sénateurs a précisé que ce projet de loi rentre dans la politique globale du Gouvernement de lutter contre la corruption et les infractions connexes surtout que certains gens sont accusés de ces délits et qu'ils attendent la mise sur pied de la Cour anti-corruption pour le dénouement de leurs procès.

« Les modalités de la création et d'organisation de la brigade anti-corruption d'une part et de la création

de la Cour anti-corruption d'autre part seront déterminées par des lois spécifiques, » a indiqué la Ministre en précisant que cette Cour sera créée au sein de l'appareil judiciaire burundais.

Aussi, a-t-elle souligné que cette Cour exercera sa compétence sur l'ensemble du territoire de la République du Burundi et est dotée d'un Parquet Général. Il s'agit d'une Cour moderne adaptée au Burundi post-conflit, a ajouté Mme Niragira.

La Ministre de la Justice et Garde des Sceaux a déclaré que cette Cour anti-corruption et son Parquet Général seront dotés de l'autonomie financière en vue d'assurer leur indépendance du point de vue fonctionnement.

Bien plus, elle a fait savoir que le budget propre à ces deux services judiciaires sera compris dans le budget du Ministère de la Justice et géré selon les normes en vigueur.

Signalons enfin que le suivi de la gestion des crédits alloués à ces services sera assuré par un Secrétaire Général nommé par ordonnance du Ministre ayant la justice dans ses attributions.

- Bénéît Ngendakumana

## Le savez-vous ? 52 lois déjà promulguées

**D**epuis l'entrée aux affaires du Gouvernement NKURUNZIZA, 52 lois ont déjà été promulguées et il est heureux de constater que **plus du quart de ces lois sont étroitement liées à la protection ou à la promotion des droits humains**. Cette catégorie de textes s'étend notamment sur la protection des droits d'auteur ; la lutte anti-tabac ; la prévention, le contrôle et la réduction des armes légères et de petit calibre dans la région des Grands Lacs et de la Corne de l'Afrique; la prévention et la répression de la corruption et des infractions connexes ; la mise en place de la Commission Nationale des Terres et autres Biens ; la Brigade Spéciale anti-Corruption ; la prévention et la lutte contre le Terrorisme ; etc.



**Kiyago Générose**  
Conseiller Juridique  
Présidence de la République

Photo Willy Nyamitwe

## Huit membres du Gouvernement animent une conférence de presse

Photos Willy Nyamitwe



Lors de la réunion tenue à l'endroit des hommes des médias au palais présidentiel de Gitega en date du 18 octobre 2006 par S.E le Président de la République Pierre Nkurunziza, celui-ci avait promis dès lors que les institutions gouvernementales allaient régulièrement tenir des conférences de presse sur leurs activités respectives. Cette promesse a été concrétisée par une conférence de presse tenue ce vendredi 10 octobre 2006, à l'hôtel Source du Nil. Elle a été animée collégialement par les ministres, en majorité, du secteur économique à savoir la ministre des Finances (1), le ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants (2), le ministre de l'Energie et des Mines (3), le ministre de la Fonction Publique (4), le ministre de l'Agriculture et de l'Elevage (5), le ministre de la Bonne Gouvernance, de l'Inspection Générale de l'Etat et de l'Administration Locale (6), le ministre de la planification du développement et de la reconstruction nationale (7), ainsi que celui de l'Aménagement du Territoire du Tourisme et de l'Environnement (8).

Successivement, les ministres ont exposé sur leurs actions et les problèmes auxquels ils sont confrontés. Après avoir brossé brièvement la situation des caisses de l'Etat, la ministre Sinankwa a été interrogée sur les promesses des bailleurs qui ne sont pas encore concrétisées. Elle a répondu que cela résulte du fait que le Burundi vient de sortir d'une longue crise. Toutefois, elle a indiqué que par rapport à l'année dernière, les douanes ont eu un surplus d'un milliard de francs et les impôts un surplus de six milliards de francs bu.

Interrogé à son tour sur les insuffisances de l'eau et de l'électricité, le ministre Herman Tuyaga a précisé que des actions sont en cours d'exécution pour répondre aux besoins de la population. En eau, il a souligné que les infrastructures détruites vont être réhabilitées. Egalement, a-t-il dit, deux grands projets financent ce secteur, à savoir le BAD et le KFW. Pour ce qui est de l'énergie, le Burundi compte s'approvisionner auprès des barrages de

Rusumo et Ruzizi III, projets financés par la Banque Mondiale. Le ministre a également parlé des projets de construction des centrales de Mpanda, Kaburantwa et Murembwe et d'un autre projet avec la RD Congo. Pour ce qui est de l'or et du Nickel, le ministre a indiqué que des marchés sont déjà accordés aux entreprises habilitées.

Pour le ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants, il a éclairé les rumeurs d'insécurité qui inondent le monde de l'information. Il a rassuré que des investigations sont en cours et que la justice va agir en conséquence.

Quant au ministre de la Fonction Publique, il s'est exprimé sur le phénomène des fonctionnaires fictifs. Sur ce, il a dit que plus de 300 millions a été récupérée en collaboration avec le ministère de la Bonne Gouvernance.

Dans l'agriculture et l'élevage, le ministre Buzoya a dit que des actions sont en cours pour lutter contre la famine déclarée dans certaines provinces du pays. Il s'agit de la distribution des aliments effectuée par le PAM et de la distribution des semences par l'ISABU.

En aménagement du territoire, du tourisme et de l'environnement, la Ministre Kayitesi a dit que des sensibilisations sont en cours pour que la population pratique une agriculture harmonisée et durable. Elle s'est également exprimée sur la protection du littoral du lac Tanganyika et des bassins versants.

Dans la Bonne Gouvernance, le ministre Kamana s'est exprimé sur le sort des ex-inspecteurs. Il a déclaré qu'ils n'ont pas été chassés, qu'ils seront casés dans d'autres services du ministère.

Pour le ministre de la planification du développement et de la reconstruction nationale, Dieudonné Ngowembona, il a parlé de la préparation d'une table ronde sur le Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté (CSLP).

- Evelyne Butoyi

## Ces enfants ...

## Bombe à retardement : Agir vite !

**D**u 8 au 10 novembre 2006, les Denceintes de l'association Orphans'Aid à Bujumbura ont accueilli un forum national de trois jours qui se penchait sur la question d'assister les orphelins et autres enfants vulnérables (OEV).

Ce forum regroupait les représentants du gouvernement au plus haut sommet (Présidence de la République, Parlement et les autres Ministères ayant la question d'orphelins dans leurs attributions), les partenaires bilatéraux et multilatéraux et les ONGs tant nationales qu'internationales intervenant en matière d'orphelins et autres enfants vulnérables venus de toutes les provinces du Burundi.

L'objectif principal du forum était d'informer les partenaires et intervenants sur l'état des lieux de la problématique des orphelins et autres enfants vulnérables au Burundi enfin de chercher des solutions communes pour sauver cette catégorie de la population qui constitue le Burundi de demain.

Les participants dans ce forum ont suivi avec intérêt l'exposé de Monsieur Joseph NDAYISENGA , Directeur Général de la Solidarité Nationale sur la Politique Nationale d'aider les OEV.

Ainsi le ministère ayant la solidarité nationale dans ses attributions compte d'abord sensibiliser tous les partenaires, que la question des orphelins et autres enfants vulnérables doit être traitée avec rigueur et dans les meilleurs délais pour éviter une bombe à retardement au Burundi.

Quant au ministère de la solidarité Nationale, le pari à gagner reste principalement :

- La sensibilisation aux différentes familles pour qu'elles accueillent les orphelins qui sont encore mineurs,
- L'éradication du phénomène enfants de la rue d'ici 3 ans, le démobilisation et la réinsertion de tous les enfants soldats endéans douze mois et l'exécution d'un programme spécifique de prise en charge sanitaire des orphelins du sida.

- Jean-Marie Ndashinze



Photos Willy Nyamitwe

Un orphelin de Kirundo portant son petit frère

## Renforcement des capacités des élus et acteurs locaux

**L**e ministre de l'intérieur et de la sécurité publique, le Général de Brigade Evariste Ndayishimiye a reçu en audience vendredi 3 novembre 2006, une mission d'évaluation du Projet d'Appui au Développement Communautaire et Social, (PRADECS), de la Banque Mondiale.

L'objectif était d'analyser ensemble l'état d'avancement des préparatifs et des travaux de montage du PRADECS. Ils se sont alors félicités sur les étapes déjà franchis et ils ont confirmé que le projet va démarrer avec janvier 2007.

Évalué à 40 millions de dollars américains, Le PRADECS va centrer ses actions sur le renforcement des capacités des élus et acteurs locaux ainsi que des groupes vulnérables. Il interviendra également dans le financement des microprojets socio-économiques, surtout pour les groupes vulnérables.

Le PRADECS va étendre ses actions sur les 116 communes rurales du Burundi qui se répartissent sur 16 provinces, avec une intervention dite forte sur huit provinces (Bubanza, Cankuzo, Kirundo, Makamba, Muramvya, Muyinga, Mwaro, et Ngozi), soit un total de 50 communes rurales.

- Col. Ildephonse Mushwabure

# Pas à Pas sur les plages du Tanganyika



**E**nfin, la Paix ! Respirer l'air pur, exempt de plomb, de poussière ... sur les plages dorées et calmes du lac Tanganyika, au Burundi, cœur de l'Afrique. Les Burundais, qui n'ont plus la peur au ventre ont remis «umutima mu nda» (ndlr : le cœur à sa place). Jaloux, ma foi, ils semblent ne plus admettre que le lac, leur Tanganyika, soit le lieu de refuge aux seuls étrangers qui veulent décompresser, après une semaine de dur labeur. Malgré la guerre fratricide « morte » - heureusement - à l'âge avancé d'une dizaine d'années, ils n'ont pas pu couper leur cordon ombilical qui les lie au lac Tanganyika. Ils ne se sont pas dégottés un amour de substitution. Et d'ailleurs, comment auraient-ils pu ? Le lac Tanganyika a toujours été et restera un trésor que le Bon Dieu a avec bonté accordé aux quatre pays qui l'entourent, le Burundi, la République Démocratique du Congo, la Tanzanie et la Zambie.

Le lac Tanganyika est le lac le plus long du monde (677 km environ), 7ème lac mondial de par sa superficie (environ 34.000 km<sup>2</sup>). Plus grand que le Cœur de l'Afrique (environ 28.000 km<sup>2</sup>) qu'il aromatise tout au long de ses rives et nourri en quantité suffisante d'animaux aquatiques vertébrés, munis de nageoires que le commun des mortels appelle tout simplement « Poisson ».

Oui, le lac Tanganyika est poissonneux, très poissonneux. Mais, l'odeur de la mort avait contraint les « chasseurs de poissons », ceux qui pêchent donc, à se méfier de ce péché autorisé par Dieu et les hommes qu'est « l'extradition » des poissons condamnés à la peine capitale, des eaux du lac vers l'assiette, loin du lac. Maintenant, fini les crépitements d'armes à feu. La vie « normale » entre poissons et humains a repris : Te fuir, au fond, que tu ne m'attrapes pas, te cuire, à fond, quand je t'attrape.

En plus, le lac Tanganyika est très profond. Sa profondeur atteint un maximum de 1470 m, ce qui en fait le 2ème lac mondial de par ce critère.

Que c'est le plus beau, le plus

attrayant, ce n'est pas Bob



Rafelson qui me contredira. Son film Mountains of the Moon (1990) aura suffisamment montré à la face du monde l'autre face du Tanganyika, le lac dont « la valeur biologique est exceptionnelle et concerne presque tous les groupes d'animaux aquatiques, les espèces endémiques étant à la fois les mieux adaptées, et les plus répandues dans les biotopes les plus divers ».

Oui, pas à pas sur les plages du Tanganyika, la vie multicolore unit jeunes et vieux, hommes et femmes, de 7 à 77 ans. De Saga Plage à Saga Resha, via le lac Tanganyika, vous vous embarquez dans une ambiance hors du commun. A Karera Beach, Petit Bassam et ailleurs, toujours au bord du lac Tanganyika, des familles entières y restent jusque tard dans la soirée comme pour profiter au maximum de cette paix retrouvée.

- Willy Nyamitwe

Tél. + 257 225287 - Fax : + 257 21 2670  
E-mail : pasapas@burundi-gov.bi  
Site web : www.burundi-gov.bi

# BURUNDI

## pas à pas

HEBDO

Bulletin d'information des Institutions

Directeur des Publications : **Hafsa Mossi**

Directeurs des Publications adjoints :

**Libérate Gahurura & Steve de Cliff**

Rédacteur en Chef : **Willy Nyamitwe**

Ont participé à ce numéro :

Evelyne Butoyi, Jean-Marie Ndashinze, Pascal Kumba

Col. Ildephonse Mushwabure, Benoît Ngendakumana,

Ferdinand Barandemvya, Bigirimana Georges & Kiyago Générose

Maquette et Mise en page : **Willy Nyamitwe**

**SPECIAL**

N° 005 & 006

du 1 au 14 novembre 2006